

Éditorial par

DOMINIQUE SEUX

Réforme de l'Etat : un rendez-vous à réussir

DOMINIQUE SEUX

C'est un rendez-vous important qu'auront Nicolas Sarkozy, François Fillon et le gouvernement cette semaine : pour la première fois, ils présenteront, mercredi, un programme de réforme de l'Etat ouvrant la voie à des économies dans les dépenses collectives. Préparé depuis des mois, ce conseil de modernisation des politiques publiques doit donner le coup d'envoi d'un processus qui se poursuivra jusqu'en 2012. Sur ce point, l'exécutif n'a pas le droit de décevoir.

Depuis le printemps, son action économique a emprunté plusieurs directions. La première phase a été celle du « paquet fiscal », avec des mesures sur les heures supplémentaires et des signaux aux ménages les plus aisés. La seconde a été celle du lancement de réformes structurelles sur les régimes spéciaux de retraite ou le marché du travail. En matière sociale comme de concurrence (rapport Attali), des résultats sont attendus l'an prochain. La troisième a consisté à essayer de répondre aux inquiétudes sur le pouvoir d'achat. Enfin, vendredi, le chef de l'Etat a annoncé des dispositions pour les PME. Dans cet ensemble, un volet manque jusqu'à maintenant : les dépenses publiques. L'amélioration de la productivité de la sphère collective et la réduction des déficits ont été les parents pauvres des six derniers mois.

La situation des comptes comme la perspective de la présidence de l'Europe au second semestre 2008 obligent désormais d'autant plus la France à prendre des initiatives que nos partenaires nous jugent sévèrement. Lesquelles ? Le temps n'est plus aux « coups de rabot » sur les dépenses décidées ces dernières années et qui ont atteint leurs limites. Des remises à plat et des clarifications de rôles, bref des réformes, sont les seules solutions possibles. Comme l'ont fait de nombreux pays.

C'est l'objectif affiché par la Revue générale des politiques publiques (RGPP). Depuis l'été, plusieurs centaines d'auditeurs travaillent dans l'ombre et rendent compte chaque semaine ou presque au secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant, et au directeur de cabinet du Premier ministre, Jean-Paul Faugère. Allocations familiales, politique du logement, infrastructures... : nombre d'activités sont déjà passées sous leur loupe et François Fillon indique que 80 premières décisions seront annoncées cette semaine. Reste à espérer qu'elles seront significatives pour que la RGPP ne rejoigne pas le cimetière des projets sans lendemain ou des gadgets. Dans ce domaine, chacun sait que la méthode est aussi importante que le fond - le Parlement devra y être associé - pour surmonter les résistances dont la révision de la carte judiciaire a donné un aperçu.

Publié vendredi, le rapport du sénateur Alain Lambert pour appliquer aux collectivités locales cette démarche confirme en tout cas que l'ambition est forte. S'il n'envisage pas la suppression d'un niveau de collectivité, l'ancien ministre du Budget, conscient des coûts liés à l'enchevêtrement des pouvoirs, propose trois révolutions : la fin de la clause générale de compétence des collectivités, le renforcement par l'élection de l'échelon intercommunal, et un nouveau partage des rôles - les lycées passant par exemple aux départements. Sur ce sujet comme sur les autres, la volonté politique d'expliquer et d'assumer les réformes sera la clef de la réussite.